

La Belgique, son bulletin de santé et la sortie de crise

Amid Faljaoui
Conseil fiscal

En théorie, une crise aussi forte que celle que nous vivons met 8,4 ans à se résorber, mais cela n'empêche pas certains auteurs, y compris des économistes, d'annoncer le pire. Même si la réalité les a démentis depuis plusieurs années déjà!

Au mois de mars 2014, nous avons tous appris que l'agence Standard & Poor's maintenait notre rating, autrement dit, notre note financière à AA. Vous vous souvenez que c'est ce genre d'agence de notation qui avait été critiquée au plus fort de la crise, soit pour avoir validé imprudemment des produits financiers toxiques, qui ont été à l'origine de la crise des subprimes, soit pour avoir dégradé la note financière de plusieurs pays comme la Grèce, au pire moment de la crise, et donc précipité leur descente en enfer!

Mais aujourd'hui, tout cela est bien entendu oublié, et seul compte pour le gouvernement belge le fait que l'agence Standard & Poor's maintienne notre rating, autrement dit notre note à AA, ce qui équivaut à un 18 sur 20 dans l'enseignement scolaire! En quelque sorte, c'est l'hommage du vice d'hier à la vertu d'aujourd'hui!

À quoi doit-on ce bon bulletin? D'abord, au fait que notre croissance économique, sans être extraordinaire, est tout de même supérieure à la moyenne de la zone euro. Pour 2014, notre pays devrait enregistrer une croissance de 1,4 % contre 1 % pour la zone euro. L'élève belge fait donc mieux que l'élève européen. Mais ce n'est pas le seul résultat positif. Notre pays a réussi à diminuer son déficit budgétaire – évalué à -2,8 % – et celui-ci restera inférieur à la moyenne européenne, ce qui est un bon point supplémentaire.

Dette publique à 100 %

Et puis, autre cerise sur le gâteau, le gouvernement a réussi à réduire la dette publique tout juste sous le seuil des

100 % du PIB. Bien entendu, les puristes diront que cela s'est fait via quelques artifices comptables et en vendant quelques bijoux de famille dont la participation de l'État dans BNP Paribas Fortis. Par ailleurs, l'agence Standard & Poor's indique que le risque bancaire global belge a aussi été revu à la baisse. Non seulement, nos banques ont réduit leur bilan, mais elles ont aussi réduit leur exposition aux risques, ou du moins aux activités les plus risquées, mais sans pour autant trop restreindre le financement de l'économie.

En conclusion, sur la base de notre croissance, de notre déficit, de notre dette publique, de notre risque bancaire, la Belgique fait donc mieux que ses voisins. Mais justement, et c'est là le bémol apporté par Standard & Poor's, nous dépendons aussi de la bonne santé financière de nos voisins. Par conséquent, si la reprise devait déraiper aux Pays-Bas ou en France, deux de nos principaux partenaires économiques, la Belgique pourrait alors voir sa note revue à la baisse. Mais bon, on n'en est pas encore là, et les bonnes nouvelles sont assez rares sur le plan économique, pour ne pas prendre le temps de savourer celle-ci.

Bien entendu, ce bon bulletin macroéconomique ne nous dit pas quand nous sortirons enfin de cette crise qui dure maintenant depuis six ans. Et quand nous disons sortie de crise, nous ne parlons pas de celle affichée dans les journaux, car officiellement l'Europe est en principe sortie de crise. La reprise est là, faible certes, puisqu'on parle d'une croissance de 1 ou 1,1 %. C'est faible, mais c'est tout de même positif pour les économistes, et donc, officiellement nous sommes sortis de la récession (définie classiquement comme deux trimestres de croissance négatifs)!

En revanche, le citoyen est un peu comme sœur Anne, il a beau chercher, il ne voit pas encore le bout du nez de cette

reprise. Et c'est vrai que ce n'est pas par mauvaise volonté qu'il ne la voit pas : les faillites sont, hélas ! toujours aussi nombreuses et l'accès au crédit est de plus en plus difficile. Les banquiers diront que ce n'est pas vrai, comme le fait régulièrement leur association Febelfin, que c'est parce qu'il y a moins de demandes. Les indépendants et les entrepreneurs diront que les banquiers ne disent pas la vérité, car pour réussir les tests de résistance, qui vont leur être imposés par la Banque centrale européenne, les banquiers belges, comme tous les banquiers de la zone euro, ont durci leurs conditions d'octroi des crédits. Et puis, comme si cela ne suffisait pas à ajouter à l'angoisse du citoyen, voilà qu'il apprend que notre dette publique risque de peser plus lourd si la zone euro entre en déflation !

Danger de déflation

La raison ? La déflation, c'est comme la peste, elle est mortelle, car c'est une période où les prix ne font que baisser, donc, tout le monde retarde ses achats en se disant que demain cela sera encore moins cher. Si nous agissons tous de la même manière, alors c'est le cercle vicieux qui s'enclenche, puisque personne n'achète et plus personne ne vend. Heureusement, cette déflation n'est encore qu'une menace, mais bon elle fait peur à la plupart des économistes, sauf visiblement à Mario Draghi, le président de la BCE (Banque centrale européenne), qui a répété qu'il se tenait prêt à agir, mais que pour lui désinflation ne rime pas (encore ?) avec déflation.

À quand la sortie ?

En revanche, il y a une bonne nouvelle pour ceux qui veulent mettre absolument une date à la sortie de crise : deux économistes américains, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, ont étudié les crises mondiales sur plusieurs siècles et ils viennent de mettre au point un indice de sévérité des cent crises passées parmi les plus graves de ces deux cents dernières années. On apprend ainsi quel est le nombre d'années qu'il faut pour que le PIB par habitant, autrement dit, la richesse par habitant, revienne à son niveau d'avant crise. La réponse : huit ans et quatre mois en moyenne. Donc, faites le calcul, la crise a démarré en 2008, cela fait six ans grosso modo, on est donc dans la dernière ligne droite. Il reste encore deux années à résister et on pourra enfin dire... ouf !

Du moins, si les pays émergents ne sombrent pas, si la Chine n'explose pas, si les pays arabes ne plongent pas dans le chaos, s'il n'y a pas d'autres points de tension sur ce globe. Bref, ça fait pas mal de cierges à allumer d'ici deux ans.

Les grincheux de retour

Mais ce qui est ironique avec cette crise, c'est que même quand les choses semblent aller mieux, il y a toujours des grincheux pour annoncer la fin du monde. Généralement, ce sont des économistes non académiques ou des fêrus d'écologie apocalyptique, mais qui tous ont en commun d'annoncer... la fin du monde ! L'autre point commun de ces prophètes de malheur, c'est qu'ils sont souvent connus dans leur branche respective, et ils profitent consciemment ou pas de cette notoriété pour nous prévenir que la fin est proche. Si vous en doutez, allez dans une librairie avec un rayon économique un peu fourni et vous verrez que la littérature de fin du monde a du succès en ce moment. C'est le cas du Français Nicolas Baverez, qui n'arrête pas de signer des ouvrages alarmistes. Le dernier met en scène un directeur général du FMI d'origine béninoise qui arrive à Paris en 2040 et découvre un pays à la marge, prolétarisé, écartelé entre très riches et très pauvres, et avec un État en faillite. Bref, pour Nicolas Baverez, voilà ce qui attend la France, si le pays choisit de rester enfermé dans un déni de réalité ! Un autre auteur, Clive Hamilton, lui publie au même moment un livre intitulé sobrement Requiem pour l'espèce humaine. Dans ce livre, il examine l'impact d'une hausse de la température de quatre degrés sur l'économie mondiale. Nous vous passons les détails, mais la description des pays inondés est horrible. Pourquoi cet auteur, Clive Hamilton, a-t-il rédigé ce livre ? Parce qu'il veut montrer qu'il est déjà trop tard pour empêcher l'évolution du climat et qu'il faut s'y préparer ! Des livres comme cela, il y en a plusieurs qui sont sortis récemment, toujours sur la même thématique : la fin du monde approche !

En réalité, alerter est une chose, dramatiser à outrance en est une autre. Historiquement, on a toujours constaté qu'après une très grande crise, ce genre de livres avait la cote, même quand ils sont mauvais, un peu comme ces mauvais films d'horreur, où le héros, au lieu de quitter les lieux, se décide à monter les escaliers de la maison hantée. C'est un mauvais scénario, mais cela marche ! En réalité, ces livres ne servent à rien, car bien souvent ils se trompent, on a encore pu le constater avec toutes les prédictions sur la fin de l'euro. Pourtant, en période de crise, ce qu'il faut, c'est d'abord de la confiance !

Et l'idéal c'est de se rappeler ce que disait Martin Luther au XVI^e siècle : « Si j'apprenais que la fin du monde est pour demain, je planterais quand même un arbre dans mon jardin ». Avec cette superbe phrase, le père de la réforme protestante nous rappelle qu'à défaut d'être tous calés en économie, notre foi collective peut soulever des montagnes. Vive donc la confiance ! ●